



MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

Coronavirus et monde du travail : réunion avec les partenaires sociaux

**Discours de Bruno Le Maire,
ministre de l'Économie et des Finances**

Ministère du Travail

Vendredi 28 février 2020

Contact presse :

Cabinet de Bruno Le Maire

01 53 18 41 13



Bonjour à tous,

Tout d'abord une pensée pour tous les chefs d'entreprise qui aujourd'hui sont inquiets, d'abord inquiets pour leurs salariés.

Nous voulons, avec Muriel Pénicaud et Olivier Véran, leur apporter les réponses les plus concrètes possible pour accompagner chacun et faciliter un certain nombre de dispositifs comme ceux que vient d'annoncer Muriel Pénicaud.

Inquiets aussi évidemment pour leur activité - je pense à tous les petits commerçants, je pense aux artisans, je pense au secteur de l'hôtellerie, de la restauration - qui se posent beaucoup de questions sur leur activité, sur la chute du nombre de touristes.

Je veux leur dire avec beaucoup de simplicité : nous sommes à vos côtés et nous répondrons aux attentes et aux besoins de tous les chefs d'entreprise français, sans exception, confrontés à cette crise sanitaire et à l'impact qu'il peut avoir sur l'activité économique, sur l'activité quotidienne et sur leur vie avec leurs salariés.

L'entreprise est un lieu de sécurité pour les salariés et elle doit le rester, même face à cette crise sanitaire.

Je veux également vous dire qu'avec mes services, avec la Direction générale du Trésor, avec la Direction générale des entreprises, nous assurons un suivi au jour le jour de l'impact de l'épidémie sur la croissance et sur l'économie française.

Lors du G20 Finances à Riyad, nous avons mis en place un suivi attentif et régulier au niveau du G20 ainsi qu'au niveau du Fonds monétaire international et j'ai eu à nouveau la directrice générale du Fonds monétaire international au téléphone pour évaluer avec elle les risques économiques liés à cette épidémie.

J'ai mis en place dans mon ministère une cellule de crise qui remonte quotidiennement les informations sur la situation des entreprises : des PME, aux grandes entreprises en France et dans le monde, et qui va évaluer au jour le jour les problèmes de chaîne d'approvisionnement auxquels pourraient être confrontés un certain nombre d'entreprises en France.

J'ai échangé hier longuement avec mon homologue italien, Roberto Gualtieri, sur la situation économique dans la zone euro. Je l'ai fait également ce matin avec le président de l'Eurogroupe, Mário Centeno, et avec le ministre des Finances allemand, Olaf Scholz, que je verrai lundi à Berlin. Nous allons échanger nos informations au niveau de la zone euro et au niveau européen pour coordonner nos réponses. Et nous sommes prêts à prendre toutes les décisions nécessaires au niveau européen, le moment venu, pour soutenir l'activité économique et pour protéger nos entreprises.

Il ne nous a pas échappé que les marchés anticipent aujourd'hui un ralentissement important de l'économie mondiale. Cela suppose donc d'être prêt à réagir pour apporter des réponses économiques coordonnées avec les autres Etats européens directement concernés.

Un mot justement sur l'évaluation globale de l'impact de l'épidémie de coronavirus sur la croissance en France et dans la zone euro. Je n'ai pour l'instant donné qu'un seul chiffre : 0,1 point de croissance en moins pour la croissance française sur l'année 2020. Cette évaluation, je l'ai donnée sur la base d'une épidémie qui était limitée à la Chine.



Maintenant que l'épidémie s'étend au-delà des frontières de la Chine, ce chiffre pourra évidemment être plus élevé en fonction de l'évolution de la situation sanitaire. Mais je ne vous donnerai pas de chiffres aujourd'hui parce que je ne suis pas en mesure de vous donner de chiffres sérieux.

Le seul chiffre que je vous ai donné est un chiffre sérieux sur la base de statistiques avec une épidémie limitée à la Chine. Je ne donnerai de nouveaux chiffres en fonction de l'évolution de l'épidémie qu'une fois que nous disposerons des éléments statistiques nécessaires. Et j'invite chacun à ne pas avancer des chiffres fantaisistes sur l'impact du coronavirus sur la croissance en France et dans la zone euro.

J'ai consulté l'Insee, les différents statisticiens ne disposent pas aujourd'hui des remontées d'informations nécessaires, donc tous les chiffres qui sont avancés sont tout simplement des chiffres au doigt mouillé.

Je pense qu'il faut, en la matière, garder son sang-froid et le sens des responsabilités pour éviter toute panique économique et toute panique inutile sur les marchés.

Je préciserai cette évaluation de l'impact de l'épidémie sur la croissance en fonction des remontées que les entreprises nous feront filière par filière la semaine prochaine. Je réunirai à nouveau les filières économiques, la semaine prochaine à Bercy, en fonction des évaluations des économistes et des prévisionnistes, notamment de l'OCDE, que je verrai également la semaine prochaine et qui pourront apporter des chiffres et des éléments statistiques fiables et solides, et en fonction des nouveaux contacts que j'aurai, là aussi dès le début de semaine prochaine avec le Fonds monétaire international et avec la présidence du G20.

Je le redis, j'invite chacun à la prudence dans les chiffres qu'il avance en matière d'impact de cette épidémie sur la croissance. Une évaluation nouvelle sera faite dans les jours qui viennent, en fonction d'éléments solides, étayés et précis.

En tout état de cause, comme j'ai déjà eu l'occasion de le dire, cette crise doit nous amener à étudier comment réorganiser à plus long terme l'échelle de production, secteur par secteur. C'est une question de souveraineté économique et nous voyons bien que cette crise fait apparaître un certain nombre de failles dans notre souveraineté économique qui est au cœur du projet économique que nous défendons dans la République.

Il faut donc y remédier. La relocalisation de certaines productions stratégiques doit être engagée et elle sera engagée. C'est le cas, par exemple, dans le domaine de la santé. Nous avons discuté, avec Olivier Véran, du cas de Sanofi. C'est le cas aussi de certaines autres industries stratégiques.

Évidemment, cela prendra du temps. Mais ce n'est pas du jour au lendemain que nous allons opérer ces relocalisations, cela doit faire partie de notre stratégie économique de long terme pour gagner en indépendance et en souveraineté. Cela figurera notamment dans les grandes orientations du Pacte productif.

S'agissant des mesures immédiates de soutien aux entreprises et l'accompagnement, Muriel Pénicaud en a déjà précisé un certain nombre. Je rappelle et je confirme que nous mettrons en place des possibilités de recours à l'activité partielle, nous mettrons en place - je l'ai déjà annoncé la semaine dernière - l'étalement des charges sociales et fiscales pour les entreprises qui en auront besoin.



Je rappelle également que les grands donneurs d'ordre doivent faire preuve de solidarité vis-à-vis de leurs fournisseurs et des sous-traitants, ceux qui pourraient avoir de plus en plus de mal à s'approvisionner et à respecter des délais de livraison.

En revanche, nous avons pris une mesure supplémentaire aujourd'hui importante qui était réclamée notamment par les PME. L'Etat considère le coronavirus comme un cas de force majeure pour les entreprises. Ce qui veut dire que pour tous les marchés publics de l'Etat, si jamais il y a un retard de livraison de la part des PME ou des entreprises, nous n'appliquerons pas de pénalités, car nous considérons le coronavirus comme un cas de force majeure.

J'écrirai aux PME et aux entreprises pour les informer de cette décision. J'écrirai également aux différentes associations de collectivités locales, l'Association des maires de France, à Régions de France (RF) ou l'AVF pour les inviter à en faire de même dans les marchés publics, les collectivités locales.

Vous voyez que nous voulons, comme je l'ai dit au début de mon intervention, être en solidarité totale avec les entreprises et avec leurs salariés, vous pouvez être assurés que nous continuerons à être totalement mobilisés avec Muriel Pénicaud et Olivier Véran dans les jours et les semaines qui viennent.